

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Operation-Condor-Kissinger-a-demande-a-la-dictature-argentine-que-le-massacre-soit-rapide>

Opération Condor : Kissinger a demandé à la dictature argentine que le massacre soit rapide.

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Création structurelle -
Date de mise en ligne : lundi 27 septembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En octobre 1976, Kissinger a demandé à la dictature argentine que le massacre soit rapide, pour empêcher la désapprobation du Congrès pour violations des droits de l'homme.

Par Horacio Verbitsky

[Página 12](#), 4 décembre le 2003

[Ver en español](#)

[JPEG - 8 ko] **Henry Kissinger**

De nouveaux documents déclassifiés par le Département d'État américain démontrent que l'ex -chancelier Henry Kissinger a communiqué au chancelier argentin César Guzzetti l'appui décidé du gouvernement du président Gerald Ford à la politique d'extermination de dissidents, entreprise par la dictature militaire et il l'a conseillé sur comment éluder les mises en question du Congrès des Etats-Unis.

Le mois suivant, le démocrate James Carter a mis en échec Gerald Ford dans les élections présidentielles et s'est transformé un critique ferme de la dictature argentine. Kissinger a parlé sous une forme ironique de Carter pendant sa rencontre avec Guzzetti, qui a eu lieu à l'hôtel Waldorf Astoria de New York le 7 octobre 1976. Guzzetti avait déjà obtenu le feu vert de Kissinger pendant la réunion de chanceliers de l'OEA qui s'était tenue à Santiago du Chili en juin de la même année et en termes semblables : seulement il s'agissait qu'ils le fassent rapidement.

Guzzetti a dit à Kissinger que la guérilla avait été déjà démontée et que tout serait terminé avant la fin 1976. Les nouveaux documents ont été présentés hier à Washington par la principale organisation non gouvernementale spécialisée dans la déclassification de documents secrets américains sur la répression en Amérique latine, National Security Archive. Son investigateur Carlos Osorio est à Buenos Aires, et interviendra aujourd'hui sur le sujet dans la Faculté de Droit de Buenos Aires pendant les journées sur les Relations Bilatérales entre l'Argentine et les Etats-Unis qui organisent le Programme latino-américain du Woodrow Wilson Center et le Centre d'Études Légales et Sociales.

Guzzetti s'est rendu à l'époque aux Etats-Unis préoccupé par les critiques dans la presse et le Congrès de ce pays face aux violations aux Droits de l'Homme qui arrivaient en Argentine et la possibilité que le Congrès oblige à l'Exécutif à interdire des crédits du BID pour la dictature. Le 6 octobre il avait rencontré à Washington le sous-secrétaire d'État aux affaires Économiques et Agricoles Charles W. Robinson qui, en l'absence de Kissinger, qui était à New York pour un débat sur le Moyen Orient dans les Nations Unies, était en charge de la Chancellerie.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-201.jpg>] Guzzetti lui a dit que "dans trois ou quatre mois" son gouvernement pensait "en avoir terminer avec les organisations subversives". Robinson lui a répondu qu'il comprenait que l'Argentine faisait face "à une guerre civile subversive" pour laquelle dans "la période initiale on pouvait requérir des mesures qui n'étaient pas acceptables dans le long terme" et il a dit que la clé était de déterminer combien de temps encore ils supporteraient "ces dures mesures ". Guzzetti a réitéré que seulement deux ou trois mois tout au plus. Pour Robinson "la nécessité d'être dur au début" était compréhensible mais il fallait avancer ensuite vers une "position plus modérée". Il a ajouté que le peuple américain, " à juste titre ou non, a la perception qu'aujourd'hui en Argentine existent des violations graves et systématiques des droits de homme ".

Pour Robinson le problème consistait à savoir " pour encore combien de temps est nécessaire de maintenir une position dure, très ferme" puisque le Congrès était en vacances jusqu'en janvier. S'il y avait "une claire réduction dans l'intensité des mesures" de la dictature, le Congrès pourrait "considérer invalide" l'accusation sur les violations graves et systématiques. Robinson a montré une connaissance précise de la situation argentine, qu'il a comparé avec celle de son État, Californie, dans la décennie de 1850, quand "les forces de l'ordre n'étaient pas appropriées et

Opération Condor : Kissinger a demandé à la dictature argentine que le massacre soit rapide.

que le peuple a organisé des milices. Mais les Etats-Unis ont oublié cette partie de leur histoire et oublient que des circonstances semblables se produisent aujourd'hui dans d'autres pays ".

Il a aussi réclamé un accès consulaire aux citoyens américains arrêtés en Argentine, sujet qui avait mobilisé l'opinion publique américaine, à la suite de la détention du prêtre James Weeks. A aussi pris part à la réunion le fonctionnaire de la Banque Mondiale Edwin M. Martin, celui qui a dit qu'au cas où "des membres de groupes religieux violeraient la loi, il c'est essentiel qui ne les fassent pas disparaître. Il devrait suffire de les arrêter et de les juger ". Robinson a conseillé à Guzzetti de répéter ses arguments à Kissinger, puisque "les Etats-Unis sont soucieux de coopérer avec l'Argentine, dans les limites imposées par notre Congrès".

Le 7 octobre, Guzzetti a rendu visite à Kissinger dans sa suite au Waldorf Astoria de New York. Le climat a été de franche camaraderie et l'ambassadeur argentin devant les Nations Unies, Carlos Ortiz de Roses, a émis même son opinion sur le processus électoral américain, en faveur de Ford et contre Carter. Kissinger a critiqué la position de Carter, qui dans un débat avec Ford avait objecté l'aide des Etats-Unis à l'Arabie Saoudite et l'Iran et il s'est adressé à Guzzetti en manière égrillard : "Ils ont de la chance qu'il n'ait pas mentionné l'Argentine. Il va vous attraper dans le prochain débat. Le réconfort c'est qu'il reste seulement trois semaines " (avant les élections du 2 novembre).

La transcription du Département d'État signale "Rires". Guzzetti a profité pour faire passer son message : "Rappelez vous notre réunion à Santiago (de Chile). Durant les derniers quatre mois, notre lutte a eu des très bons résultats. Les organisations terroristes ont été désarticulées. Si les choses continuent dans le même sens, avant la fin de l'année le danger sera passé. Il y aura toujours des tentatives isolées, évidemment ". Kissinger a demandé si pour le prochain printemps boréal, qui commence à la fin de mars, tout sera terminé. Guzzetti lui a répondu que cela se produirait "avant la fin de l'année".

La Commission Nationale sur la Disparition de Personnes a établi que la moitié des disparus ont été kidnappés après cette date. Ceci ratifie que la répression clandestine est tombée sur un grand nombre de personnes qui ne prenaient pas part aux organisations armées, en accord avec la consigne du général espagnol Saint Jean : "Nous tuerons d'abord tous les subversifs, après leurs collaborateurs, et ensuite leurs sympathisants, après les indifférents et finalement les timides".

Le marin argentin s'est plaint que des "groupes de gauche" créaient une "image dénaturée" sur "une supposée campagne antisémite" de la dictature, qui aussi ne devait pas être depuis que Guzzetti a ajouté que son gouvernement "faisait tout ce qui était possible pour empêcher que cela se produise". Kissinger (qui avant avait plaisanté sur le fait 90 % de la population de New York était juive) a demandé à ses fonctionnaires si ces accusations avaient un certain fondement. Le sous-secrétaire Harry Schlaudeman a dit que "les dirigeants juifs de l'Argentine nous ont assuré qu'ils n'ont pas été menacés".

Kissinger a tranquilisé à Guzzetti : "Notre attitude de base est que nous voulons que vous ayez du succès. J'ai des convictions à l'ancienne : je crois qu'il faut les soutenir les amis. Ce qui n'est pas compris aux Etats-Unis c'est que vous passiez par une guerre civile. On lit sur les problèmes de Droits de l'Homme, mais non sur le contexte. Plus vite vous avez du succès, mieux c'est. Le problème des droits de l'homme est chaque fois plus grand. Son ambassadeur peut l'illustrer. Nous voulons une situation stable. Nous ne voulons pas vous causer des difficultés inutiles. Si vous pouvez terminer avant qu'on reprenne les sessions du Congrès, tant mieux ".

Kissinger a dit que l'Amendement Harkin conditionnait seulement à la situation des droits de l'homme les crédits de la BID, mais que l'Exécutif voterait en faveur de l'Argentine à la Banque Mondiale, où il suffisait d'approuver la politique économique du gouvernement. Sans modifier le ton affectueux, Kissinger a demandé si le nouvel ambassadeur serait "aussi bon" que le sortant, Arnaldo Musich, et a promis que "il sera traité comme un ami". Avant de partir, il a eu le temps pour une autre plaisanterie. Il a dit que cela lui avait pris une année pour comprendre les

Opération Condor : Kissinger a demandé à la dictature argentine que le massacre soit rapide.

questions relatives au Droit de la Mer et que si Carter gagnait les élections il ennuerait tout le monde en expliquant dans les cocktails de quoi s'occuper le Comité I.